Job : plan social le 1er mars

Les contacts, les réunions et les coups de téléphone se multiplient en vue de la préparation du plan social de Job. Vendredi 16 février, la CGT-Job s'invitait à Balma où Lionel Jospin était venu soutenir Alain Fillola, le candidat PS aux municipales et aux cantonales. Elle remettait un dossier au Premier ministre qui promettait de l'examiner. Ce même jour, le liquidateur, Me Benoit, recevait un appel de Matignon lui demandant de faire savoir aux salariés que le gouvernement examinait toutes les pistes pour améliorer ce plan et mobiliser les agents économiques susceptibles d'embaucher des salariés. La réunion qui s'est tenue le lundi 19 février à la préfecture de région avec la Direction du travail et de l'emploi, les Assedic et des entreprises, s'inscrit dans cette perspective.
Le plan social dont le financement, selon le liquidateur, est difficile compte tenu du manque de ressources de l'entreprise, sera bouclé le vendredi 23 février par Me Benoit qui le présentera au comité d'entreprise le jeudi 1er mars. Des représentants de ce dernier ont été reçus le vendredi 16 février pour une réunion d'information informelle.

TOUT TOULOUSE

Les candidats à la mairie face à Job

Samedi 24 février, les salariés de la papeterie en liquidation judiciaire ont demandé à (presque) toutes les têtes de liste de lire leur avenir dans le marc électoral

C'est jour de carnaval mais le personnel de Job n'a pas le cœur à faire la fête. Dans la cour de l'usine, quartier des Sept-Deniers, ni maquillages ni masques bariolés. Les visages tendus expriment la colère et la douleur. Le 7 mars prochain, les 163 employés de Job auront reçu leur lettre de licenciement.
Aujourd'hui, samedi 24 février, le seul défilé qu'acceptent les salariés de Job, c'est celui des candidats à la mairie de Toulouse. Tous les prétendants au titre de maire - sauf l'extrême droite - ont été conviés à venir exprimer leurs positions. Les yeux dans les yeux. Au cœur d'un site où des femmes et des hommes sont promis à la casse industrielle.
Un seul des candidats invités manque à l'appel : Philippe Douste-Blazy. Jean-Claude Paix, conseiller municipal sortant et ancien député de la circonscription, est venu, dit-il, pour le représenter. Tous les autres sont là : Aline Pailler (100 % à gauche), François Simon (Gauche plurielle), Marie-Françoise Mendez (Verts) (qui s'éclipsera rapidement pour laisser la place à son premier colistier, Pierre Labeyrie), Salah Amokrane (Motivé-e-s), Pierre Cabaré (Cap 21), Thierry Dupin (Pour la défense du service public), Robert Roig (Lutte Ouvrière), Gérard Couvert (colistier d'Olivier Arsac, Gardons le franc), Jean Charlas (directeur de campagne de la liste 100 %

« Vous avez quinze jours pour trouver une solution »

Job, introduit la réunion : *« Dois-je rappeler que ni le maire, ni le président du Conseil général, ni le président du Conseil régional, n'ont franchi la porte de notre usine. Dois-je aussi rappeler la gravité de notre situation ? »*

che de cosigner une lettre adressée au Premier ministre. A ce jour, seule Marie-Françoise Mendez a posé sa signature. François Simon et Salah Amokrane avouent ne pas l'avoir encore lue. Robert Roig, lui, a refusé, considérant que cette lettre pourrait *« cautionner le fait que Jospin puisse défendre les travailleurs »*.
Les « petites » listes ont bien du mal à sortir d'un discours purement électoraliste. *« Langue de bois »*, s'entend dire, comme un reproche, le repré-

Toulouse conduite par Gérard Fouré-Labrot), sans oublier Claudie Fontès, Alain Chéré, Charles Marziani pour le Parti communiste, Frédéric Borras pour la LCR, Yvette Benayoun Nakache, député PS et Michel Vanhove candidat des Verts sur cette circonscription, à la prochaine législative des 25 mars et 1er avril.

Une centaine de salariés sont venus écouter les candidats. Sans trop d'illusions. « *Je ne vois pas trop ce qu'ils vont nous dire* », s'interroge une femme à voix haute. Bernard Malgras, délégué CGT de

Le débat est lancé. Pour Salah Amokrane, le chef de file des Motivé-e-s, « *si la ville veut aider l'entreprise à survivre, elle le peut. Souvenons-nous des nombreux avantages fiscaux qu'elle a offert à Storage Tek pour obtenir son implantation* ». Aline Pailler va encore plus loin. « *La mairie n'a rien fait. Ni son opposition, ni les députés de cette circonscription et des autres. Il y a urgence, c'est pourquoi nous sommes avec vous aujourd'hui.* » Et la candidate ne manque pas de rappeler qu'elle a proposé aux autres têtes de liste de gau-

sentant de 100 % Toulouse. Et quand le candidat de *Gardons le franc* veut se démarquer en apostrophant les autres candidats : « *Ayez le courage de leur dire qu'ils sont condamnés* », une ouvrière lui rétorque « *alors, qu'est-ce qu'il faut faire, cher monsieur ?* ».

« *Le propre de la municipalité sortante, c'est de faire des cadeaux aux grands groupes* », lance Pierre Labeyrie. « *Les politiques n'ont pas servi de courroie de transmission* », regrette Pierre Cabaré. Thierry Dupin fustige l'équipe Jospin : « *Est-ce que le gouvernement va enfin se décider à agir ?* » « *Il faut interdire les licenciements* », répète plusieurs fois Robert Roig. La salle applaudit aux propos les plus durs. Sauf quand Jean-Claude Paix renvoie la balle dans le camp de Matignon. « *Moi, je vous ai aidé en 1995, je vous ai obtenu un sursis. Aujourd'hui, la clé du problème est à Paris.* » Dans la salle, le ton monte et les premières insultes se font entendre. « *Sortez-le !* » L'avocat des employés, maître Pierre Darribère, ne mâche pas ses mots : « *Vous mentez ! Vous n'y êtes pour rien. Ce n'est que la lutte des travailleurs qui a permis la reprise du travail.* » Yvette Benayoun-Nakache d'abord, François Simon ensuite, prennent la défense de Lionel Jospin et rappellent leurs propres interventions. « *Je ne suis pas là pour polémiquer,* précise le candidat de la gauche plurielle, contenant semble-t-il une pointe d'agacement. *Je suis intervenu plusieurs fois pour vous et je continuerai de le faire. Tous ensemble, nous devons agir.* » Sur-le-champ, Aline Pailler propose à tous les candidats de monter à Paris, en délégation. « *Allons rencon-*

Les candidats aux municipales (en haut), puis Laurent Fabius (ci-dessus), se sont succédés sur le site de Job. ● ph. J.-C. Sannicolas

trer les ministres concernés et ne redescendons qu'avec des engagements fermes et mis sur le papier. »

Les candidats acquiescent. Sauf Jean-Claude Paix qui quitte la salle sous les huées : « *Pourquoi vous compliquer la vie en allant à Paris, alors que Lionel Jospin descend à Toulouse dans la semaine ?* » « *Et quand Chirac descendra, vous nous préviendrez, M. Paix ?* » lui demande une salariée exaspérée.

Après près de trois heures de débat, les candidats se retirent, laissant les salariés en assemblée générale. Il faut désormais préparer la délégation. Avec la ferme intention, comme l'explique en sortant un syndicaliste, de jouer à fond cette dernière carte. Les candidats, eux, repartent en campagne. Avec certainement en mémoire, cette imprécation de Me Darribère : « *Vous qui voulez être porteurs d'une volonté politique, vous avez quinze jours pour trouver une solution. Sinon, on saura se rappeler à votre souvenir, où que vous soyez demain.* »

Lundi 26 février, après le passage éclair sur le site, de Laurent Fabius, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, les employés de Job ont appris qu'une délégation devait être reçue à Paris, le mercredi 28 février. Aline Pailler, Marie-Françoise Mendez, François Simon, Claudie Fontès et Salah Amokrane ont confirmé qu'ils accompagneront bien les représentants du comité d'entreprise et le liquidateur.

Claude Faber

repère

L'Etat financera-t-il ?

- **Le plan social préparé par Me Benoît** sera discuté le 1er mars au cours de la réunion du comité d'entreprise. « *C'est un plan minimum qui présente surtout les mesures financées par l'Etat mais je n'ai pas les moyens de faire mieux* » explique le liquidateur. « *Il faut 10 millions de francs, un montant établi par la Direction départementale du travail et je n'ai pas un centime* » poursuit-il. Le financement devant être assuré par l'entreprise et l'Etat, tous les efforts actuels visent à obtenir le maximum d'aides de ce dernier. Me Benoît a demandé à la direction du travail que l'entreprise soit exonérée de sa part, ou que l'Etat fasse l'avance de cette part, avec possibilité, pour le liquidateur, de le rembourser avec la vente des actifs, ce qui demandera plusieurs mois.
- **Une réunion interministérielle** se tiendra le mercredi 28 février, à 14 heures - la veille du comité d'entreprise - au ministère de l'Economie et des Finances, avec des membres du CE, l'avocat des salariés, le liquidateur et des candidats de la gauche aux municipales.
- **Les procédures** suivent leurs cours. Après la réunion du CE le 1er mars, les lettres de licenciement seront expédiées le 5 mars, par Me Benoît, aux 163 salariés de Job, exceptés les « protégés » dont le licenciement est soumis à autorisation de la Direction du travail. Les procédures doivent être terminées le 7 mars, afin que l'AGS, l'Assurance des salaires, finance les indemnités, les préavis et les congés des salariés. Juridiquement, le 7 mars au soir, aucun salarié ne doit plus être présent dans l'entreprise. Pour un site industriel, un délai de quelques jours peut être accordé pour sa maintenance, ce qui amènerait la fermeture après le second tour des municipales.